

ENTRETIEN AVEC LE P. ANTOINE GUGGENHEIM

Des arguments pour

Se comprendre Européen est-il plus difficile aujourd'hui que lors du déclenchement de la guerre de 1914 ? Bien au contraire ! L'Europe des nationalismes, de l'antisémitisme, du colonialisme s'était forgé un faux destin impérial. À trop se confier en la puissance que leur conférait la révolution industrielle, les Européens avaient perdu en quelque sorte leur esprit et leur âme. Aujourd'hui l'identité de l'Europe, nourrie de la mémoire longue des peuples, est plus dynamique, plus métissée, plus fragile peut-être, qu'il y a cent ans. N'est-ce pas ainsi qu'elle redevient européenne, c'est-à-dire toujours en mouvement et ouverte sous le double effet de sa racine grecque et de sa greffe biblique ? C'est en tirant les leçons de plusieurs séminaires du Pôle de recherche du Collège des Bernardins, et en comparant les attentes des Européens à celles d'autres peuples du monde, que le père Antoine Guggenheim nous livre une réflexion personnelle inédite où une « théologie pour profanes se fait servante de l'expérience des sciences de l'homme et de la réflexion des acteurs ». À méditer aux lendemains d'élections européennes qui n'ont rien eu de reluisant !

■ Par-delà les replis nationalistes et les clivages politiques, on a l'impression que les Européens sont déboussolés, que l'aspiration, le désir de paix qui a engendré la construction européenne n'est plus une aimantation commune. Quel diagnostic portez-vous ?

P. Antoine Guggenheim : Un désir de paix, de liberté et de justice sociale a traversé les peuples européens après la Deuxième Guerre mondiale. À l'Ouest, des hommes et des femmes issus de la Résistance ou ayant fait la guerre ont insufflé à la construction européenne un esprit humaniste. Mais des nations ont été coupées en deux, congelées ou finlandisées par Yalta. Et l'on parle de 70 ans de paix : quelle amnésie ! C'est cela qui passe mal.

L'Europe a été niée comme unité géographique et politique pendant plus de 40 ans. Les Européens sont déboussolés parce qu'on n'a pas su leur dire le sens historique et spirituel de la « réunification » progressive de l'Europe depuis 1989. Le binôme « élargissement » et « approfondissement » qui a été employé pour décrire la construction européenne après 1989 faisait miroiter des avantages économiques et démocratiques. Ce n'est pas rien. Il ne faisait pas de référence à l'histoire européenne ni à la « communauté de destin » des nations européennes. C'est pourtant l'histoire et la mission de l'Europe qui lui donne sens, comme l'a écrit Edgar Morin au début des années 1990 dans son *Penser l'Europe*.

Les références à l'esprit européen continuent de manquer dans le discours des responsables, spécialement en France, où une laïcité mal comprise exténue la parole publique. C'est pourquoi j'ai repris la tâche et le titre de Morin vingt-cinq ans plus tard. Il faut mobiliser l'imaginaire et la mémoire des peuples, car la construction européenne est un élément de leur identité et de leur destinée.

penser l'Europe

propos recueillis par
Brigitte PONDAVEN

- **De façon paradoxale, la globalisation n'est-elle pas l'occasion historique pour l'Europe de retrouver son âme faite d'un dynamisme d'intégration et de métissage ?**

La globalisation est une chance politique, économique et culturelle pour tous les peuples du monde. Elle est aussi un défi, comme tout mouvement qui relativise les frontières et déplace les limites. Une Europe qui reconnaît son identité ouverte, née de la pensée grecque, de la sagesse des grands monothéismes et de l'humanisme agnostique moderne, peut aborder la globalisation avec un optimisme raisonnable. Elle peut aussi reconnaître son rôle et sa responsabilité pour que la globalisation soit un événement spirituel, une rencontre des peuples et des personnes.

L'Europe, selon son génie propre, peut aider à résister à la double tentation opposée d'une massification de l'humanité, ou d'une intolérance antimoderne, qui séduit aujourd'hui les esprits apeurés par le changement dans tous les coins du monde.

- **Comment faire travailler ensemble sur ce projet commun les différents acteurs de la vie publique (politiques, entrepreneurs, intellectuels, chercheurs, religieux...) et les différentes générations (jeunes, seniors...) sans laisser la question européenne uniquement aux mains de technocrates ou de banquiers qui, dans leur légitime préoccupation, occupent l'espace déserté ?**

La construction européenne, comme tout ensemble vaste et complexe, a besoin de régula-

Antoine Guggenheim est prêtre du diocèse de Paris.

Il a créé et dirige actuellement le Pôle recherche du Collège des Bernardins, ainsi que le cycle doctoral de sa Faculté de théologie.



Il faut mobiliser l'imaginaire et la mémoire des peuples

tions démocratiques, industrielles et sociétales adaptées à ses besoins et c'est la responsabilité des élites de les imaginer. Il nous faut des administrateurs, des entrepreneurs et des chercheurs. Mais l'Europe ne se délègue pas puisque l'esprit européen, c'est l'idée que chacun contribue d'autant mieux au bien commun et au progrès de tous qu'il peut librement s'engager dans un projet d'accomplissement personnel. Cette manière de mettre l'individu et sa réalisation à la base de la vie sociale s'appelle depuis l'Antiquité européenne : l'humanisme !

C'est l'humanisme qui relie en Europe les valeurs de la tradition à celles de la modernité. Le projet humaniste prend en Europe des formes diverses selon ses sources d'inspiration.

Il revient donc à chaque Européen de construire l'Europe quotidienne « au ras des pâquerettes » comme une dimension de son projet de vie... La construction européenne ne se délègue pas !

- **Vous êtes prêtre, théologien, disciple de Celui qui a dit : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. » Comment concevez-vous votre rapport et celui des Églises, des religions, à cette construction commune ?**

Je crois profondément que le christianisme, et le catholicisme en particulier, sont beaux et utiles en particulier parce que ce sont des religions qui se placent dans une logique d'incarnation. L'engagement politique des catholiques est une nécessité de foi et une fidélité historique. Il implique ses risques, comme le montre l'histoire, et demande du discernement. La modernité issue des Lumières, qui est encore la nôtre et dont

nous bénéficions tant, sans en faire notre seul salut, a comporté un long moment d'isolement des catholiques en France. La Révolution leur a demandé de rester dans la sacristie et ce retrait a semblé à l'intransigeance de beaucoup de catholiques une juste punition infligée volontiers à la République laïque ! La séparation légale est devenue une séparation mentale.

Derrière la boutade, entendez un appel relayé par tous les papes aux fidèles laïcs — plus qu'aux clercs : oui, des catholiques de France et d'Europe s'engagent dans les tâches politiques et prennent leur part de responsabilité dans la cité, non pas pour faire tomber les gouvernements : ils n'en ont pas de remplacement ! Mais pour promouvoir les grandes querelles de l'Homme et de son avenir, au premier rang desquelles, je crois, se trouve la construction d'une communauté des Nations unies d'Europe.

■ **Hier, le pape François, aujourd'hui, l'Italie, interpellent les Européens pour que le drame humanitaire des réfugiés soit pris en compte par l'Europe elle-même. Justement, ne touchons-nous pas à ce qui fait l'âme de l'Europe et qui est susceptible d'enthousiasmer les jeunes générations ?**

Le pape François, à son tour, nous appelle à nous engager en faveur du respect des droits et des personnes des réfugiés, même en situation irrégulière : c'est évident ! Il s'agit d'un appel de la conscience droite qui n'obère en rien, mais au contraire stimule la responsabilité des États et des citoyens de bâtir une politique migratoire juste et de la faire respecter par des accords entre États négociés dans le respect des lois internationales. Le Pape et la conscience nous interrogent aussi sur la politique migratoire de l'Europe.

Quel accueil pour les étrangers réguliers et leur descendance européenne ? L'hospitalité, comme premier des droits et des devoirs de l'homme, est-elle une dimension de notre politique migratoire ? Avons-nous un comportement conforme à notre éthique en matière migratoire ?

■ **Quelles figures s'imposent à vous lorsque l'on prononce le mot « Europe » ?**

L'Église peut sortir aujourd'hui de la sacristie : elle est très attendue

Je pense aussi bien aux grands personnages de l'Antiquité, du Moyen Âge que de la modernité : Aristote, Sénèque, Gamaliel ou Paul ; Averroès, Maimonide ou Thomas d'Aquin ; Machiavel, Spinoza ou Voltaire. Il faudrait nommer des artistes : Dante, Mozart, Richard Strauss. Mais aussi des entrepreneurs, des savants et, pourquoi pas, des chefs de guerre. Pour les modernes, on connaît les Pères fondateurs : Adenauer, De Gasperi, Schuman... Et tant d'anonymes !

■ **Les Bernardins ont créé un lieu de liberté où des hommes et des femmes ayant des histoires et des engagements très différents peuvent prendre le temps de réfléchir aux questions vitales et proposer, dans le dialogue, des solutions. Votre livre en est-il l'un des fruits ?**

Mon livre est le fruit de ce que la pratique des séminaires du Pôle de recherche du Collège des Bernardins produit dans l'esprit d'un théologien qui se laisse renouveler par le travail interdisciplinaire avec des chercheurs et des praticiens de différents horizons. C'est le croisement des expériences qui apprend au prêtre et à l'enseignant que je suis, depuis sept ans, que la recherche est une patiente écoute des richesses de l'humanité.

Dieu parle la langue des hommes. Le théologien peut le savoir abstraitement, ou dogmatiquement : mais l'expérience l'enseigne autrement. L'Église peut sortir aujourd'hui de la sacristie : elle est très attendue, si elle parle la langue commune sans prétendre tout savoir et tout juger. Elle a beaucoup à y gagner pour comprendre et annoncer son message, car c'est ainsi qu'elle ressemble le plus à Celui à qui elle rend témoignage, comme le répète souvent le pape François. Mais qui écoute vraiment le pape ?

■ **Des propositions concrètes pour l'Europe ?**

J'en ai écrit plusieurs à la fin de mon livre ! Je les résumerai ainsi : si nous croyons que l'Europe est en crise, c'est que nous avons une haute idée de son idéal et de son avenir. Prenons donc le temps de réfléchir et d'interroger : qui es-tu Europe ? Que dis-tu de toi-même ? Nous ne serons pas déçus ! ■

Philosophie, science et foi *

LA GREFFE de la religion judéo-chrétienne sur le miracle grec n'a pas été sans conséquence pour l'un ni pour l'autre dans l'histoire. L'idée philosophique et l'intelligence de la foi ont été marquées l'une par l'autre en Europe. Une telle greffe est bien sûr possible pour l'islam, dont il ne faut pas négliger les proximités avec l'univers biblique, d'une manière qui lui est propre, en raison de ses spécificités. Comment cette greffe transforme-t-elle les religions? Cette question appartient à la tâche de penser l'Europe et son avenir dans le monde globalisé. [...]

C'est au Moyen Âge que la synthèse de la foi et de la philosophie parvient à maturité. [...]

[...] Dans la rencontre des humanistes et des croyants en Europe aujourd'hui, la théologie est toujours postphilosophique et la philosophie postthéologique. La philosophie n'est pas une théologie agnostique, ni la théologie une philosophie pieuse. Philosophie, science et théologie ont leurs histoires et leurs héros propres, parfois antagonistes. Chacune a ses questions, ses méthodes, ses institutions. Leurs relations expriment la complémentarité du savoir et du croire, dont chacune fait usage dans des proportions différentes, ce qui contribue à sa beauté. Cette diversité donne de la souplesse à l'intégration européenne des religions, aujourd'hui de l'islam, qui vit une séparation entre théologie, sciences et philosophie qui lui est propre et qui pourrait rendre grand service à l'Europe.

Les dieux des mythes et des rites polythéistes n'ont ni chair, ni histoire, ni intériorité dit Charles Péguy. Ils ne sont que des objets du monde naturel, observe Husserl. Ils n'intéressent la philosophie, la théologie ou la psychanalyse qu'à travers l'allégorie. Ces dieux n'ont pas d'âme, même si l'histoire des âmes ne se fait pas sans eux. Philosophie, science et foi monothéiste sont, elles, dans leur distinction même, inséparables de la figure spirituelle de l'Europe.

Les monothéismes ne sont pas nés en Europe et une partie de l'humanisme européen s'est détachée sans retour des religions. Humanistes et croyants ne peuvent pas s'ignorer sans mettre en péril l'héritage européen. L'alliance et la confrontation entre les fils du logos grec et les fils du logos biblique garde ouvert l'espace de la question posée par le psalmiste :

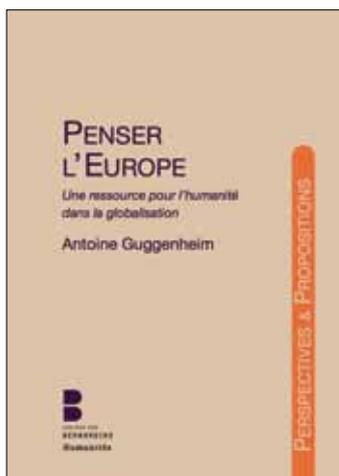
« À voir ton ciel, ouvrage de tes doigts,
La lune et les étoiles que tu fixas,
Qu'est-ce que l'homme pour que tu penses à lui,
Le fils d'un homme que tu en prennes souci ? »

Jean-Paul II, à la suite de Vatican II, a manifesté comment le christianisme ne pouvait plus opposer les Droits de l'homme et les Droits de Dieu. La foi en l'Incarnation le lui interdit. L'affirmation que tout homme est créé à l'image et à la ressemblance de Dieu le conduit à en témoigner, en coresponsabilité avec le judaïsme et espérons-le avec l'islam, devant la société entière :

« Plus la mission de l'Église est centrée sur l'homme — plus elle est, pour ainsi dire, anthropocentrique —, plus aussi elle doit s'affirmer et se réaliser de manière théocentrique, c'est-à-dire s'orienter en Jésus-Christ vers le Père. Tandis que les divers courants de pensée, anciens et contemporains, étaient et continuent à être enclins à séparer et même à opposer théocentrisme et anthropocentrisme, l'Église au contraire, à la suite du Christ, cherche

à assurer leur conjonction organique et profonde dans l'histoire de l'homme. C'est là un des principes fondamentaux et peut-être même le plus important du dernier Concile. Si nous nous proposons donc comme tâche principale, dans la phase actuelle de l'histoire de l'Église, de mettre en œuvre l'enseignement de ce grand Concile, nous devons nous référer à ce principe avec foi, ouverture d'esprit et de tout cœur. »

Le pape François s'est attelé, depuis longtemps avant son élection, à un travail d'annonce du Christ et d'insertion de la parole de l'Église dans le monde contemporain. Il ne s'agit pas d'habileté de communication, même si le personnage nous a prévenus qu'il est rusé. La conviction profonde du Pape, que l'on peut saisir dans sa biographie, est que la vraie théologie de la révolution consiste à libérer les énergies spirituelles des hommes et des femmes. Sa réforme de l'Église semble consister à remettre la « pastorale » à la base de l'édifice « doctrinal » : toute action, toute pensée, toute norme morale est pour lui une participation à l'action du Christ qui met la ressource qu'il est à la disposition de chacun. Ceci n'est possible que si l'on prend le temps d'écouter l'homme et d'observer le monde et ses évolutions. Il s'agit de révéler celui qui est au milieu de nous. ■



Inséparables de la figure spirituelle de l'Europe

* Extrait du chapitre III de *Penser l'Europe* : « Qu'advient-il aux religions en Europe ? »

LES INSTITUTIONS APRÈS LES ÉLECTIONS

Combien d'étoiles po

L'un des thèmes récurrents de plusieurs des ouvrages qui paraissent à l'occasion des élections européennes est celui du nombre des États membres.

CONTRAIREMENT AUX PRÉCÉDENTES ÉLECTIONS, le débat ne porte plus sur l'entrée de la Turquie, ni, comme on aurait pu s'y attendre vu l'actualité, de l'Ukraine, que personne n'ose même imaginer. Il n'est plus vraiment de savoir comment combiner un gouvernement de la monnaie unique à laquelle adhèrent dix-sept États membres et le fonctionnement des institutions à vingt-huit. Le premier groupe fait-il exception aux règles communes ou au contraire ne serait-ce pas plutôt les non-adhérents à l'euro qui devraient être laissés de côté pour certaines délibérations? Tel était le débat entre la chancelière allemande et le Premier ministre britannique qui en a conclu à la nécessité de repenser la relation de la Grande-Bretagne à une Union dont elle se retrouve partiellement exclue.

Les nouvelles discussions ou propositions sont d'un autre ordre, même si elles s'inscrivent dans le prolongement des débats précédents. Si l'on reparle d'Europe à Six (Laurent Wauquiez), c'est pour retrouver une dynamique qui aujourd'hui fait défaut aux institutions européennes. Une Commission et un Conseil à vingt-huit, bientôt à trente ou pourquoi pas quarante? C'est peut-être gérable, à l'arraché, par de rares initiés insomniaques; ce ne saurait être un mouvement en avant, tendu vers le futur et « l'Europe sans rivages » chère à François Perroux. Plus la vision s'élargit, plus il faut des organes ramassés, concentrés, prospectifs. On disait hier que l'élargissement devait aller de pair avec l'approfondissement. Les auteurs du traité de Lisbonne avaient imaginé y parvenir grâce à un président et un ministre des affaires

Un domaine qui ne nécessite pas que chacun soit membre statutaire de l'Union

étrangères semi-permanents, échappant aux équilibres nationaux. Le moins qu'on puisse dire est que ce n'est pas une réussite. D'où la relance de l'idée antérieure d'un couple franco-allemand fort, cœur du réacteur. La plupart des pays n'étant pas prêts à de nouveaux abandons de souveraineté, (re-) commençons donc, prônent ces jeunes réformateurs, par un noyau dur qui, par sa force combinée, entraînerait les autres. Les transferts de souveraineté ne se feraient pas au profit de l'OVNI bruxellois mais de l'union concrète (« union réelle ») des États concernés lesquels ne perdraient donc rien pour avoir mis leurs biens en partage. Ceci vaudrait surtout pour l'harmonisation budgétaire, fiscale, économique et sociale. On arriverait ainsi à une fusée à plusieurs étages: les fédérations à quelques-uns (quatre ou cinq, sinon six, peut-être reproductibles), le gouvernement de la zone euro (17), enfin les institutions de l'Union européenne (28).

Ceci ne règle pas le déficit d'Europe politique et stratégique qui a explosé dans la gestion dudit « partenariat oriental » laissé aux instances techniques. On a cru résoudre la question de la diplomatie commune en créant le service diplomatique européen, mais on n'a pas créé d'organe constitutif, autre que le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement à vingt-huit, pour définir la politique étrangère et de sécurité européenne. La politique étrangère n'est pas la diplomatie qui est art d'exécution. Un organe délibératif n'est pas à soi seul un pouvoir de décision, d'action et de contrôle du suivi.

Or l'action stratégique extérieure est un domaine qui ne nécessite pas que chacun soit membre statutaire de l'Union, qu'il ait satisfait à toutes les obligations du marché unique, qu'il ait harmonisé la taille des essieux de ses camions ou la composition du conservateur de ses boîtes de conserve. Dès à présent, des États non-membres, à divers stades de la candidature ou non, sont associés ou déclarent d'eux-mêmes se joindre

ur l'Europe ?

par Dominique DECHERF,
ancien ambassadeur

aux résolutions prises par le Conseil. Ainsi de la Turquie, des républiques balkaniques, de la Suisse, de la Norvège ou de l'Islande, y compris de l'Ukraine. Sans atteindre les 47 membres du Conseil de l'Europe ou les 57 de l'OSCE, cela permet de ratifier plus large. Ces pays peuvent d'ores et déjà participer à des actions de défense ou de projection à l'extérieur, civiles ou militaires, sans être membres de l'Union (on sait peu que la marine ukrainienne, jusqu'aux derniers événements, était engagée dans l'opération navale européenne Atalante au large des côtes somaliennes).

Le travail doit être préparé en amont et exécuté en aval par le biais de la constitution de groupes régionaux comme dans d'autres instances multilatérales. Chaque pays – voire région autonome – pris individuellement ne chercherait plus à s'affirmer par rapport à son ou ses voisins en jouant de relations lointaines, auprès de l'un ou l'autre « Grand », mais serait encouragé à jouer de la solidarité de proximité. L'Union à vingt-huit a au contraire eu l'effet un peu inverse. Il semble moins nécessaire de se concerter entre voisins : des institutions autrefois solides comme le Conseil nordique ou le Benelux ne semblent plus avoir le même retentissement. À l'inverse, l'idée – devenue funeste – de « partenariat oriental » tire son origine du « triangle de Visegrad », simple coalition d'intérêts entre quelques-uns des pays d'Europe centrale (contre d'autres).

Le pilotage de l'action extérieure européenne serait quant à lui concentré dans une sorte de Haut Conseil où ne siègeraient que les représentants des grands pays et ceux des groupes régionaux.

Symboliquement, l'Europe doit s'en tenir à son drapeau aux douze étoiles. C'est sa grande

différence avec les États-Unis d'Amérique qui affichent autant d'étoiles que d'États fédérés. Si l'Europe s'en tient à douze sur fond de ciel d'azur, ce n'est pas seulement un signe marial



pour certains de ses fondateurs croyants, c'est la représentation d'une dimension optimale, le cercle parfait. Il n'est pas possible de remonter le temps et d'en revenir à l'Europe des Douze des années 1970, pas plus qu'on ne peut en revenir à celle des Six des années soixante. Il serait beau de parvenir pour les uns à une véritable confédération européenne, pour d'autres aux États-Unis d'Europe. Pour être pratique et efficace, il faut essayer de partir de l'existant sans remettre tout à plat et ouvrir la boîte de Pandore de nouveaux débats philosophiques.

Que l'on soit vingt-huit ou quarante, le Haut Conseil serait ainsi toujours composé de douze « conseillers » comme le Conseil de sécurité des Nations unies a été fixé à quinze membres. Parmi ces douze, six sièges seraient effectivement permanents, ceux des grands États : France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Pologne. Trois seraient régionalisés : pays nordiques (y compris deux Baltes, la Lituanie pouvant préférer suivre la Pologne), pays d'Europe centrale (l'ex-Autriche-Hongrie), enfin pays balkaniques (de rite oriental, sauf Albanie et Bosnie-Herzégovine qui pourraient néanmoins y être accueillis). À première vue, la Suède, la Hongrie et la Grèce semblent s'imposer pour représenter durablement ces régions mais on ne peut exclure une représentation tournante, chaque groupe régional étant libre de décider. Les autres États membres se réuniraient aux grands pays, de proche en proche (par exemple la France pourrait pratiquer des consultations approfondies avec la Belgique et la Suisse). Les candidats à

C'est sa grande différence avec les États-Unis d'Amérique qui affichent autant d'étoiles que d'États fédérés

l'adhésion comme les non-membres se répartiraient entre les groupes existants (par exemple la Serbie dans le groupe balkanique, la Norvège et l'Islande dans le groupe nordique et ainsi de suite). Aucun changement de nature et bien sûr de nombre n'affecterait les Douze, ce qui pourrait avoir pour effet de dédramatiser la problématique de l'élargissement tant dans les électorsats des grands pays que dans les pays candidats.

Le total ne fait que neuf : s'y ajouteraient, pour parvenir à l'idée générale d'un Bien Commun, la présidence du groupe, *intuitu personae* (qui pourrait être le président de l'Union pour faire le lien, mais limité à celui-ci : on peut ici parler d'union personnelle à travers lui), un État-pivot (autour duquel tout tourne mais qui, lui, ne tourne pas, le « *point-immobile* » au sens du poète T. S. Eliot) qui serait le Luxembourg (idée du président Pompidou en 1969 dans la première version d'une confédération européenne), enfin le siège de « l'Autre », coopté parmi les observateurs, qui devrait logiquement – du fait de la nature des enjeux – la plupart du temps revenir à la Turquie, mais pourrait aussi être occupé par d'autres non-membres, ou une institution comme l'OSCE par exemple, selon les occasions.

Ce Haut Conseil n'aurait pas de constitution écrite et ne serait pas une instance de l'Union. Tout en édictant ses règles internes, il est important qu'il reste informel. Il aurait cependant vocation à superviser l'ensemble des activités extérieures de l'Europe prise dans son ensemble : diplomatie et défense, mais aussi coopération au développement, commerce extérieur, immigration. S'il réussissait à être créatif, imaginatif et à formuler de véritables résolutions qui ne soient pas de simples compromis, des déclarations passe-partout ou des motions nègre-blanc, leur autorité s'imposerait d'elle-même aux institutions européennes à 28 et aux pays associés.

Ce Haut Conseil des Douze incarnerait et revitaliserait le concept de concert européen qui a présidé au XIX^e siècle, siècle de paix, que le Congrès de Versailles avait échoué à recréer sous les apparences de la Société des Nations. Ce serait une noble ambition là où on cherche des idées nouvelles pour sortir l'Europe du populisme, de l'économisme et du consumérisme.

Le symbole des Douze pourrait également servir de référence pour la réforme attendue de la composition de la Commission européenne.

Celle-ci ne devrait plus être organisée sur la base d'un commissaire par pays, mais fonctionner comme une véritable équipe politiquement soudée autour du président qui, pour la première fois, serait issu des élections européennes du 25 mai. Les personnalités individuelles devraient l'emporter sur les appartenances nationales. Comme dans la formation de tout gouvernement, on ferait bien entendu attention aux équilibres, mais la règle de la limitation à douze départements ministériels empêcherait la majorité des États membres de nommer « leur » commissaire. Pour ne pas froisser les susceptibilités des petits États, il conviendrait que les commissaires soient choisis prioritairement parmi les États moyens. Les grands États seraient déjà membres de droit du Haut Conseil de politique étrangère et de sécurité. En outre, ils seraient à la tête du gouvernement économique de la zone euro (pour ceux qui ont l'euro comme monnaie). On sait que leurs ressortissants sont également majoritaires au sein de la fonction publique européenne. Donc les postes de commissaires seraient réservés en priorité (sauf exception « personnelle ») aux États moyens, en priorité à ceux qui ne siègent pas ailleurs et qui sont les plus récents, afin de conforter leur sentiment d'appartenance et la pédagogie de l'Europe. Dans le même esprit, ces Douze pourraient se voir secondés par des « commissaires adjoints », équivalents de nos secrétaires d'État, choisis dans d'autres nationalités.

Haut Conseil des Douze, Commission à douze, groupes régionaux, le besoin d'interminables et répétitives grand-messes à trente ou quarante en serait allégé d'autant.

Tout n'est pas perdu pour l'Europe si elle sait se ressaisir à temps. Il est urgent de tirer les conséquences du fiasco du « partenariat oriental ». Un organe européen a dérapé parce que l'Union européenne avait préféré « l'administration des choses » au « gouvernement des hommes ». Il faut à l'Europe une direction ferme. Les propositions ci-dessus ne sont qu'une introduction à la réforme nécessaire. Une architecture différente n'est pas une garantie absolue de réussite, mais une construction défailante est une assurance certaine de mise en défaut. Nul traité supplémentaire n'est nécessaire mais une prise de conscience au sommet, une volonté politique, qui trouvera à s'y employer. ■

Sortir l'Europe du populisme, de l'économisme et du consumérisme

Puissance neutre

par Yves LA MARCK *

EUROPE PUISSANCE, le terme, ressassé depuis cinquante ans par tout ce que la France compte de gaullistes et de mitterrandiens, n'est pas compris ni partagé hors de nos frontières. La pensée catholique de l'Europe, elle, ne parlait que de paix.

Tout le monde s'entend à regretter l'impuissance d'une Union européenne contrainte à d'incessants compromis à vingt-huit. Le bilan de la création d'une diplomatie européenne chapeauté par la vice-présidente de la Commission, Lady Ashton, est contrasté, les progrès sur le Kosovo ou l'Iran ayant été annulés par l'absence sur les dossiers du Proche-Orient et le fiasco ukrainien. L'Europe de la défense n'a toujours pas vu le jour. Des efforts titanesques sont nécessaires à chaque fois qu'il s'agit d'envoyer quelques éléments militaires européens ici ou là sous l'égide des Nations unies.

On nous répète à loisir depuis des lustres que la seule façon de compter aujourd'hui dans le monde est de parler au nom d'un grand ensemble. L'expérience la plus récente nous a montré qu'il n'en était rien. Un, deux ou trois pays membres agissant de leur propre chef peuvent faire la différence là où la diplomatie commune ou multilatérale patine. Mais le débat aujourd'hui n'est même plus à ce niveau : la question est de savoir si les Européens veulent égaler les États-Unis et la Chine en termes de puissance ou au contraire inventer une voie nouvelle, une troisième voie si ce terme n'était pas si galvaudé. Si l'on choisissait la seconde branche de l'alternative, la physique nous obligerait à pencher plutôt d'un côté que de l'autre. Tant Xi Jinping qu'Obama ont fait assaut d'amabilité à Bruxelles il y a à peine un mois manifestant bien que, pour les Chinois et les Américains – et récemment les Japonais –, l'Europe était à nouveau un champ de bataille, ne serait-ce que pour le projet d'accord de libre-échange. En réalité, depuis 1947, la lutte n'a jamais cessé entre néo-atlantistes et neutralistes, y compris dans l'entourage du Vatican. La diplomatie pontificale et l'Église d'une manière générale ont toujours veillé à l'impartialité, conséquence de son universalité. Le Saint-Siège s'est de cette façon

montré authentiquement « souverain », totalement libre de ses choix. N'est-ce pas ce qu'on attend de l'Europe ?

L'indépendance de l'Europe se justifie si elle est au service d'une cause, d'une pensée, sinon d'un Bien Commun précisément délimité. La Commission et le Parlement européens ont produit d'imposants documents de stratégie d'où il est bien difficile de faire ressortir une idée-force.

Les politiques étrangères nationales fortes, comme celles de la France et de la Grande-Bretagne, n'ont pas encore totalement démissionné mais on n'a pas encore défini une véritable pensée diplomatique européenne. Parce qu'il n'y a pas consensus entre les Vingt-Huit mais surtout parce que ceux qui avaient une politique étrangère ne veulent pas avouer qu'ils n'en ont plus les moyens (transférés à l'Europe). Or la diplomatie de l'Union ne saurait faire la politique de la France ou de la Grande-Bretagne – ou de l'Allemagne (qui n'en a pas, sauf sur la Russie?) – non pas parce qu'elle ne la trouverait pas bonne mais simplement parce que l'Europe n'est pas réductible à l'une ou l'autre qui ne sont qu'une partie du tout. Napoléon dominant l'Europe ne faisait plus la politique de la France. À l'inverse, à la veille de la Révolution française, la France de Vergennes n'ambitionnait rien pour elle-même était devenue l'arbitre de l'Europe (Pologne, Empire ottoman) et

même du monde avec la guerre d'indépendance des États-Unis.

L'Europe pour la paix n'est pas un slogan suranné des années de l'après-guerre et de la réconciliation franco-allemande. C'est le condensé précis de la situation géohistorique « neutre » où le continent européen se trouve en ce début du XXI^e siècle. Il faut de toute urgence définir les termes d'une Europe ni expansionniste ni isolationniste, ni pacifiste ni belliciste mais pacifiante, un instrument de paix, et en déduire les éléments d'organisation et de puissance adaptés à ce rôle unique, que personne dans le monde ne peut jouer à sa place. ■

* quatrième article d'une série publiée dans les nos 3498 et 3499 de *France Catholique*.



*La lutte n'a jamais cessé
entre néo-atlantistes
et neutralistes*